

Un non-sens total

Les travailleurs de l'IPPJ de Jumet s'élèvent contre le possible déménagement vers Bruxelles

A l'heure actuelle, ce n'est qu'à l'état de projet, mais celui-ci suscite déjà la polémique : le déménagement de l'IPPJ ouverte de Jumet vers Bruxelles et la création d'un centre fermé à sa place. Plusieurs travailleurs nous ont contactés pour dénoncer cette idée. Car ils seront impactés, mais surtout car cela semble totalement incongru à leurs yeux pour la réintégration des jeunes dans la société.

Parmi les 65 travailleurs jumetois, les candidats pour rencontrer la presse afin de vider leur sac étaient nombreux. Pour le bien de la conversation, nous avons demandé à ce qu'ils viennent seulement à quatre. Ils ont préféré garder l'anonymat pour éviter toute pression, mais pendant plus d'une heure, ils ont expliqué calmement tout le mal qu'ils pensent du projet actuel. « Nous avons à Jumet une forte population de jeunes Bruxellois. Les éloigner de la capitale permet de les déconnecter de la dynamique présente dans certains quartiers. Même quand des festivités locales ont lieu ici, nous nous arrangeons bien souvent pour effectuer un camp ou quelque chose du genre, afin de leur éviter toutes les tentations. S'ils retournent à Bruxelles en centre ouvert, celles-ci seront à nouveau présentes. » Sans même évoquer les possibles mauvaises fréquentations qu'ils pourraient retrouver. « Plusieurs magistrats là-bas nous ont d'ailleurs déjà fait savoir leur indignation. De même,

pour justifier les mesures, on prend souvent l'exemple de familles qui doivent effectuer de longs trajets en transport en commun pour voir leurs enfants. Mais beaucoup de celles-ci sont contentes de la situation actuelle. » Ils ne le cachent pas : la perspective d'aller eux-mêmes à Bruxelles n'enchant pas les travailleurs, pas plus que la possibilité de se recycler dans un centre fermé. « Dans ce second cas de fi-

d'ordre pédagogique. « Nous avons développé ici une section SE-TIM, service d'éducation temporaire intra-muros, unique en Fédération Wallonie-Bruxelles. Celle-ci accueille des jeunes qui sortent d'un centre fermé et nous créons pour eux un projet pédagogique spécifique. En outre, nous avons mis des années pour construire tout un réseau associatif autour de nous. Des jeunes bossent par exemple parfois pour la SPA. »

« Nous avons beaucoup de jeunes Bruxellois. Les mettre dans un centre ouvert de la capitale serait contre-productif »

gure, je ne serais plus un éducateur selon moi », lâche l'un d'eux. « Un centre fermé se rapproche un peu du milieu carcéral avec des jeunes qui restent bien plus dans leur chambre. D'ailleurs, j'aimerais connaître l'avis des riverains quand ils seront au courant qu'un grillage de six mètres de haut va être installé tout autour de notre localisation actuelle. »

Mais les travailleurs le répètent : leur principale préoccupation est

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 15/06

En un mot comme en mille, les travailleurs sont totalement opposés au projet qui représente un non-sens total à leurs yeux. « Nous avons l'impression qu'on sacrifie quelque chose qui fonctionne bien pour les ambitions politiques du ministre Madrane », reprend encore l'un d'eux. « Nous comprenons mieux pourquoi des travaux, comme le simple fait de réparer les toilettes à l'étage, ne se faisaient plus. » Une assemblée générale du syndicat CSC est prévue pour le 15 juin prochain et on peut imaginer que des actions pourraient être menées dans la foulée, selon ce qu'il en ressortira.

Ils ont aussi sensibilisé des responsables politiques de la région à leur problème, à l'image de Philippe Knaepen (MR) ou de Véronique Salvi (cdH). Cette dernière explique : « Je partage l'envie d'une IPPJ bruxelloise, mais il faut écouter les travailleurs de terrain, les experts. Et dans ce cadre, fermer celle de Jumet serait une erreur. Je suis sensible à ce souci. »

LOÏC DÉVIERE



L'IPPJ ouverte de Jumet menacée. © N.M.

Des conditions pas toujours simples

« Pas prévenus qu'un jeune était radicalisé »

En écoutant les déclarations des travailleurs de l'IPPJ de Jumet, on ne peut qu'en déduire la passion qu'ils éprouvent vis-à-vis de leur travail. Pourtant, les conditions ne sont pas évidentes au quo-

tidien, doux euphémisme. « Parfois, nous faisons face à des situations... étonnantes », exprime l'un des travailleurs rencontrés. « Récemment, nous avons hébergé un jeune radicalisé, mais nous ne savions pas du

tout qu'il l'était à la base. Nous l'avons appris via des discussions informelles avec des représentants de la police. » Un fait interpellant, il est vrai... ●

L. DÉV.